

ASSEMBLÉE NATIONALE

30 janvier 2026

SOUTENIR LE DANEMARK ET LE GROENLAND ET ŒUVRER EN FAVEUR D'UNE PLUS GRANDE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉFENSE - (N° 1490)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

N° 11

AMENDEMENT

présenté par

M. Sother, Mme Allemand, M. Aviragnet, M. Baptiste, M. Barusseau, Mme Battistel, M. Baumel, M. Belhaddad, Mme Bellay, M. Benbrahim, M. Bouloux, M. Philippe Brun, M. Califer, Mme Capdevielle, M. Christophle, M. Courbon, M. David, M. Delaporte, M. Delautrette, Mme Diop, Mme Dombre Coste, M. Echaniz, M. Eskenazi, M. Faure, Mme Froger, M. Fégné, M. Garot, Mme Godard, M. Gokel, Mme Got, M. Emmanuel Grégoire, M. Guedj, M. Hablot, Mme Hadizadeh, Mme Herouin-Léautey, Mme Céline Hervieu, M. Hollande, M. Houlié, Mme Jourdan, Mme Karamanli, Mme Keloua Hachi, M. Leseul, M. Lhardit, Mme Mercier, M. Naillet, M. Oberti, Mme Pantel, M. Pena, Mme Pic, Mme Pirès Beaune, M. Potier, M. Pribetich, M. Proença, Mme Rossi, Mme Rouaux, M. Aurélien Rousseau, M. Roussel, Mme Runel, Mme Récalde, M. Saint-Pasteur, Mme Santiago, M. Saulignac, M. Simion, Mme Thiébault-Martinez, Mme Thomin, M. Vallaud, M. Vicot, M. William et les membres du groupe Socialistes et apparentés

ARTICLE UNIQUE

Après l'alinéa 20, insérer l'alinéa suivant :

« 2 bis. Rappelle que toute discussion au sujet du Groenland doit être conduite directement avec les autorités – danoises et groenlandaises – concernées ; »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à rappeler que toute discussion au sujet du Groenland doit être conduite directement avec les autorités - danoises et groenlandaises - concernées.

En effet, après avoir écarté - à Davos le 21 janvier dernier - l'option militaire, le président américain Donald Trump a également renoncé à instaurer des droits de douane coercitifs à l'encontre des pays européens participant à l'exercice danois Arctique endurance ; en précisant qu'un accord avait été

trouvé avec le Secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte concernant le Groenland et la sécurité de l'Arctique. Si le contenu de l'accord reste aujourd'hui vague, ce dernier pourrait inclure l'exercice de la souveraineté des États-Unis sur leurs bases militaires sur le territoire groenlandais, une renégociation de l'accord de 1951 entre les États-Unis et le Danemark, l'extension du Dôme d'or (encore à l'état de projet) au Groenland, ou encore l'octroi d'un accès préférentiel aux ressources minières critiques du Groenland.

Cet amendement du groupe Socialistes et apparentés vise donc à rappeler que toute discussion au sujet du Groenland doit être conduite directement avec les autorités - danoises et groenlandaises-concernées.